

VINCI

Rapport complémentaire du Conseil d'administration du 14 juin 2019 sur l'augmentation de capital réservée aux salariés de VINCI et de ses filiales françaises dans le cadre du plan d'épargne du Groupe en France

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

Aux termes de la vingt-cinquième résolution de l'assemblée générale mixte du 17 avril 2019, vous avez autorisé le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois et pendant un délai de vingt-six mois, à des émissions d'actions destinées à être souscrites exclusivement par les salariés de VINCI et de ses filiales adhérant aux plans d'épargne du Groupe institués à l'initiative de VINCI.

Le Conseil d'administration a décidé, le 14 juin 2019, de procéder à une émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de 2,50 € dans les conditions suivantes :

- Pour la prochaine opération réservée aux salariés de VINCI et de ses filiales françaises dans le cadre du plan d'épargne du Groupe en France, la période de souscription commencera le 1^{er} septembre 2019 et s'achèvera le 31 décembre 2019. Les actions souscrites par le FCPE Castor Relais 2019/3 - ce fonds ayant vocation à être fusionné avec le FCPE Castor lors de la réalisation de cette augmentation de capital réservée - seront intégralement libérées à la souscription et porteront jouissance du 1^{er} janvier 2019.
- Le prix de souscription a été fixé à 95 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de bourse ayant précédé le 14 juin 2019, soit à 84,74 € par action nouvelle à émettre, prix correspondant à 2,50 € de valeur nominale et à 82,24 € de prime d'émission.
- Conformément au plafond défini par la vingt-cinquième résolution de l'assemblée générale mixte du 17 avril 2019, le Conseil d'administration s'assurera que le nombre total d'actions susceptibles d'être émises sur le fondement de cette délégation de compétence n'excède pas 1,5 % du nombre des actions composant le capital social au moment où le Conseil d'administration prend sa décision. Si le plafond de 1,5 % est atteint, la procédure prévue par le règlement du plan d'épargne pour réduire le nombre d'actions à émettre, ou pour annuler l'opération devra être appliquée.

Le nombre maximum d'actions qui peut être émis par rapport au nombre d'actions composant le capital social au 31 mai 2019 s'élève à 9 005 129, ce montant étant obtenu de la façon suivante :

	Nombre d'actions	%
Capital social au 31 mai 2019	600 341 977	100,00 %
Plafond de 1,5 % de l'autorisation consentie par l'AGM le 17 avril 2019	9 005 129	1,50 %
Utilisations depuis le 17 avril 2019	0	0 %
Nombre maximum d'actions pouvant être émises au titre de ce plafond de 1,5 %	9 005 129	1,50 %

Ces données seront ajustées en fonction de l'évolution du capital social.

Incidence de l'émission d'un nombre maximum de 9 005 129 actions nouvelles :

- un actionnaire détenant 1 % du capital de VINCI et ne souscrivant pas à l'augmentation de capital verrait sa participation ramenée à 0,99 % du capital social :

	<u>VINCI</u>	<u>Actionnaire</u>	
	Nb d'actions	Nb d'actions	%
Capital au 31 mai 2019	600 341 977	6 003 419	1,00 %
Nombre maximum d'actions pouvant être émises	9 005 129	0	
Capital après augmentation	609 347 106	6 003 419	0,99 %

- la quote-part des capitaux propres consolidés part du Groupe au 31 décembre 2018 en normes IFRS, rapportée au nombre d'actions composant le capital social au 31 mai 2019 hors actions auto-détenues et instruments dilutifs, s'élève à 34,58 € par action ; pour un actionnaire ne souscrivant pas à l'augmentation de capital, elle serait portée à 35,09 €, compte-tenu du nombre maximum d'actions pouvant être émises et des instruments dilutifs :

	Nombre d'actions au 31/05/19 hors actions auto-détenues	Capitaux propres	
		en K€	Quote-part en €
Capitaux propres consolidés part du groupe au 31 décembre 2018 en normes IFRS	554 875 527	19 185 056	34,58
Augmentation maximum autorisée	9 005 129	763 095	84,74
Instruments dilutifs*	4 602 708	-	-
Capitaux propres après augmentation	568 483 364	19 948 151	35,09

* actions de performance et actions attribuées dans le cadre des plans d'incitation à long-terme

- compte tenu du prix d'émission et du volume de l'opération, l'opération ne devrait pas avoir d'incidence significative sur la valeur boursière de l'action.

Le présent rapport complémentaire est établi en application de l'article R225-116 du Code de commerce.

Rueil-Malmaison, le 14 juin 2019
Le Conseil d'administration

